



ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
ALLEE ANATOLE FRANCE - ECR

Direction de l'espace public
et des moyens techniques
OK/OW/ASC/GG/ABA/JC
Arrêté N° R 2022.373

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2521-2, L 2122-21 et L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la route,

Vu la loi modifiée n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, relative aux nouvelles conditions d'exercice du Contrôle de Légalité des Actes Administratifs,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie, la signalisation temporaire,

Considérant la demande d'arrêté de l'entreprise ECR 5 rue Gay Lussac 94430 Chènevrières-sur-Marne, relative aux travaux d'extension du réseau électrique sur l'allée Anatole France, les travaux se situeront sous les places de stationnement du côté pair de la voie (le long de la place du marché), pour le compte d'ENEDIS 2 rue de Povoia do Varzim 91230 MONTGERON,

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il est nécessaire de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers,

ARRETE

- Article 1 : Afin de permettre la réalisation des travaux sur réseau électriques, l'entreprise ECR est autorisée à entreprendre les travaux d'extension du réseau électrique sur l'allée Anatole France, entre l'allée Emile Zola et le passage Anatole France du 01 au 21 septembre 2022 (ce délai tient compte des aléas techniques, climatiques ou autres et pourra éventuellement être modifié).
- Article 2 : Aucune activité sur le chantier ne saura autorisée les mercredis et samedis jours du marché forain.
De ce fait, les fouilles seront refermées et le barriérage enlevé afin qu'aucune gêne ne soit constaté les jours de marché
- Article 3 : La circulation de tous les véhicules sera limitée ponctuellement à une voie sur l'allée Anatole France, entre l'allée Emile Zola et le passage Anatole France, lors de la dépose ou la reprise des matériaux. L'alternat sera géré par des hommes-traffic.
- Article 4 : La vitesse de tous les véhicules sera temporairement limitée à 30 kilomètres par heure au droit des travaux suivant leur avancement.
- Article 5 : Le stationnement de tous les véhicules sera temporairement interdit et considéré comme gênant, suivant l'article R.417-10 du Code de la route, sur l'allée Anatole France côté pair entre l'allée Emile Zola et le passage Anatole France.

- Article 6 : L'entreprise ECR assurera sous sa responsabilité la protection des usagers du domaine public, notamment celle des piétons, en conservant un passage sécurisé sur le trottoir à proximité des travaux.
- Article 7 : A tout moment, l'interlocuteur, Monsieur Samuel GIBERT, conducteur de travaux de l'entreprise ECR, pourra être contacté en cas d'urgence au 06 17 68 37 37.
- Article 8 : L'accès aux propriétés devra être maintenu pendant toute la durée du chantier, aux riverains, aux véhicules de services et de secours.
- Article 9 : Les matériels et les matériaux devront être stockés dans les emprises de chantier. Des barrières protégeront les emprises de chantier et un balisage sera installé autour de la fouille. L'entreprise ECR devra respecter le règlement de voirie de la commune pour le remblaiement et le compactage et une mise en état à l'identique pour toute la structure du corps de l'emprise.
- Article 10 : La signalisation réglementaire sera apposée sur place par les soins de l'entrepreneur chargé des travaux, qui en assurera la maintenance, pendant toute la durée du chantier.
- Article 11 : Les pétitionnaires sont responsables tant vis-à-vis de la Ville de Clichy-sous-Bois, que vis-à-vis des tiers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de ses travaux. Les dégâts éventuels causés au domaine public seront réparés aux frais des pétitionnaires. Faute de ne pas exécuter ces réparations, la Ville les fera exécuter aux frais des pétitionnaires.
- Article 12 : Les contraventions au présent arrêté constatées seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 13 : Un exemplaire du présent arrêté sera affiché aux emplacements utiles par les soins de l'entreprise chargée des travaux, au moins 48 heures avant le début du chantier.
- Article 14 : Un exemplaire du présent arrêté sera relié au registre des arrêtés municipaux.
- Article 15 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :
- Monsieur le Préfet,
 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Clichy-sous-Bois,
 - Monsieur le Commissaire de Police de Clichy/Montfermeil,
 - Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Clichy-sous-Bois,
 - Direction de la Prévention, Sécurité et Tranquillité Publiques de Clichy-sous-Bois,
 - Conseil départemental de la Seine Saint Denis Direction de la Voirie et des Déplacements Service Territorial Sud 7/9 rue du 8 Mai 1945 93190 Livry-Gargan,
 - Grand Paris Grand Est 11 boulevard du Mont d'Est - 93160 NOISY-LE-GRAND,
 - VEOLIA OTUS 40 rue de la Fosse Guérin 95200 Sarcelles,
 - Entreprise ECR 5 rue Gay Lussac 94430 Chènevrières-sur-Marne,
 - ENEDIS 2 rue de Povoia do Varzim 91230 MONTGERON.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clichy-sous-Bois, le 31 août 2022.

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire
du présent acte reçu
à la préfecture le :

Le Maire,
Ministre délégué,

Affiché - Notifié le :

Le fonctionnaire délégué

Olivier KLEIN

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de 2 mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois. »